

DEBAT PUBLIC E.P.R. LAVAL 19-12-2005
COEDRA MAINE

Michel LEMOSQUET,

NUCLEAIRE OU RENOUVELABLES : IL FAUT CHOISIR

Le projet de ligne THT, consécutif à la décision de construire un E.P.R. à Flamanville, ne laisse pas les Mayennais indifférents. Il pose la question du choix entre la poursuite du « tout nucléaire » et « le développement des énergies renouvelables », accompagné d'une maîtrise des dépenses, visant la meilleure efficacité énergétique possible.

Déjà mobilisée, pour s'opposer au projet de laboratoire d'enfouissement des déchets radioactifs dans le Massif granitique d'Izé, en 2000, la population, et de nombreux élus, continuent de s'informer et de débattre de l'électricité, mais aussi, plus globalement, de l'énergie. Ici comme ailleurs, ils ont compris que l'énergie sera l'un des enjeux décisifs des prochaines décennies, sur le plan économique, social et environnemental. De nombreuses initiatives voient le jour, sur le terrain, pour le développement des énergies renouvelables, et la mise en œuvre des économies d'énergie.

C'est un débat, à la fois local et national, car l'énergie est aussi une affaire de citoyens.

A QUELLES DONNEES DEVONS- NOUS FAIRE FACE ?

- Nous assistons aujourd'hui à un réchauffement climatique, dû aux émissions de gaz à effet de serre, Halocarbures (CFC), CO₂, Méthane, Protoxyde d'Azote.
- Dans le même temps, nous percevons les limites des ressources fossiles et leur épuisement : pétrole, gaz, charbon. Mais ce qu'on oublie souvent de dire, c'est que les réserves d'uranium (combustible des réacteurs nucléaires), n'excèdent pas 70 années, au rythme des consommations actuelles. C'est à dire : avec très peu de pays engagés dans le nucléaire.
- Troisième problématique : les déchets nucléaires pour lesquels on n'a pas de solution. La loi Bataille de 1991, qui proposait trois voies de recherche : La séparation transmutation des éléments, l'entreposage en surface et l'enfouissement profond, sera revue par les parlementaires au printemps 2006. Ils devront trancher sur le devenir des déchets nucléaires de haute activité radioactive.
- Quatrième problématique : l'augmentation des consommations.

QUELS SONT NOS ENGAGEMENTS ?

Depuis que la Russie l'a signé, au printemps 2005, le protocole de Kyoto est ratifié, malgré l'absence des États Unis d'Amérique, émetteurs du quart des Gaz à effet de serre de la planète. La France se doit de maintenir son taux d'émission de 1990.

Dans le prolongement de ces accords et dans le cadre du développement durable, la France a signé la directive européenne, visant à passer de 16 à 21 %, sa part d'Énergies Renouvelables consacrée à l'électricité en 2010. Tous les scientifiques s'accordent à dire, que nous n'y parviendrons pas, avec la politique qui est menée aujourd'hui.

En 2004, notre part d'Énergies Renouvelables est redescendue de 16 à 14 %. Passer de 14 à 21 %, exigerait un développement massif des énergies renouvelables, c'est à dire, pour l'exemple de l'éolien, une puissance d'au moins 12000 MW, alors que nous ne sommes qu'à 500 MW, pendant que l'Espagne approche les 10 000MW et que l'Allemagne atteint les 18 000MW.

ETAT DES SOURCES D'ENERGIE ELECTRIQUE AUJOURD'HUI EN FRANCE

Le nucléaire représente 75 %, l'hydraulique 14 %, le charbon 6 %, le pétrole 2 %, le gaz 1 %, solaire éolien ... 1%. Sans l'hydraulique, constituée par les grands barrages, notre part d'énergie renouvelable est ridicule. La France est le seul pays de la planète, à avoir tout misé sur le nucléaire et rien que sur le nucléaire, depuis 30 ans. 90 % du budget de recherche sur l'énergie est consacré au nucléaire, 2 % seulement aux renouvelables. Avec ses 58 réacteurs, la France exporte 15 % de sa production électrique à bas prix mais garde les déchets. En revanche elle importe 2 à 3 % prix fort, lors des pics de consommation que le nucléaire, ne sait pas gérer. Pour exemple : le 22 février 2005, jour le plus froid de l'année, la France a consommé 86 000 MW et a dû acheter 3 % de son électricité. Deux mois plus tard, il faisait très beau, il n'a été consommé que 35 000 MW, plusieurs centrales ont dû être mise à l'arrêt. La consommation moyenne étant de 65 000 MW, il paraît urgent de lisser les pics, plutôt que de poursuivre la fuite en avant en construisant l'E.P.R.

A-T-ON BESOIN D'UN E.P.R. ?

A cette question, le gouvernement Jospin a fait établir un rapport (Charpin, Pellat, Dessus), sur l'inventaire et le potentiel de production. Les conclusions sont formelles : l'E.P.R. ne se justifie pas. Il faut au contraire diversifier les sources d'énergies particulièrement renouvelables et développer le « gisement » énorme des économies d'énergie.

Le gouvernement Raffarin a, de son côté, nommé une commission de sages, présidées par Edgar Morin, pour une autre évaluation. Là encore, les conclusions étaient claires : prolonger les centrales actuelles, faire des économies et développer les énergies renouvelables.

Contre tous ces avis, pourquoi le gouvernement Raffarin a-t-il décidé de la construction de l'E.P.R. à Flamanville ?

Parce que c'est un prototype, servant de vitrine à l'industriel AREVA, qui veut le vendre à l'étranger, et l'installer en France pour être la tête de série de remplacement des anciens réacteurs.

Les enjeux sont énormes : Il s'agit de la relance du nucléaire, au détriment des autres sources d'énergie.

E.P.R. ET DECHETS

L'E.P.R., comme tous les autres réacteurs à eau pressurisée, fournit des déchets radioactifs. Les déchets à haute activité et à vie longue, classés B et C, concentrent de très grandes quantités de radioactivité et sont dangereux pour des milliers, voir millions et milliards d'années.

24 000 ans de période radioactive pour le plutonium, 4,5 milliards d'années pour l'uranium 238.

Personne au monde ne sait comment les gérer. A partir d'une masse critique de 5 kg, le plutonium risque d'exploser spontanément (propriété utilisée dans les bombes atomiques). Il doit donc être stocké en petite quantité, 2,5 kg maximum.

La voie de recherche, séparation-transmutation, n'a pas donné de solution. Les travaux de laboratoire d'enfouissement profond, à Bure, ne montrent pas de garanties face aux problèmes d'eau, de température, de failles, de séisme... (cf. étude IHER.) Quant à un nouveau site d'enfouissement dans le granit, personne n'en veut. Les populations n'accepteront pas d'avoir des déchets radioactifs stockés sous leurs pieds. En attendant, les déchets sont stockés suivant leur classification, plus de 800 sites sont répertoriés en France. Les déchets nucléaires voyagent sur nos routes, entre le Centre de la Hague, les Centrales nucléaires, et les sites de stockages.

E.P.R., NUCLEAIRE ET EFFET DE SERRE

Le nucléaire n'est pas la solution au problème de l'effet de serre, car il ne concerne que la production d'électricité, qui ne représente que 16 % de la consommation d'énergie en France. Ce sont les transports qui sont les premiers responsables des gaz à effet de serre. C'est dans ce secteur en croissance permanente, où l'électricité

intervient très peu, qu'il convient d'agir en priorité. De plus il est faux de dire que le nucléaire ne produit pas de gaz à effet de serre. Quand on prend en compte l'ensemble de la filière, c'est à dire la recherche du minerai, la construction des centrales, les transports de déchets, on estime que chaque KWh nucléaire émet environ 30 g de CO₂. On est loin du zéro-émission, proclamé par les publicités !

L'Éolien et l'Hydraulique produisent moins de gaz à effet de serre que le nucléaire. Quant aux filières bois, gaz ou bio-gaz en cogénération, elles sont encore moins émettrices.

Pour ce qui est des économies d'énergie, est-il besoin de prouver leur efficacité, en émission de GES !

Pour l'ensemble de la planète, la part du nucléaire est marginale, il ne représente que 4 % de l'énergie mondiale. Pour le généraliser, il faudrait construire des milliers de réacteurs. La démultiplication des risques, l'ampleur des investissements nécessaires et l'insuffisance des réserves mondiales d'uranium, rendent cette entreprise insensée.

E.P.R. ET COÛTS

L'E.P.R. estimé à 3 MILLIARDS d'Euros l'unité, par commande de 10, est très coûteux pour sa construction, mais aussi pour son exploitation et dans le futur, pour son démantèlement. Si le prix du kw nucléaire semble compétitif, c'est qu'il ne prend pas en compte ses coûts réels.

De nombreux coûts ne sont pas intégrés dans le calcul du kwh nucléaire.

- Investissement énorme de la mise en place
- Coût futur du démantèlement
- Coût total de la gestion à long terme des déchets
- Coût de la protection des centrales.
- Assurances pour lesquelles le nucléaire bénéficie d'un régime exceptionnel dérogatoire
- Coût éventuel d'un accident grave.

Tous ces coûts sont et seront pris en charge par les contribuables, ce qui fausse la concurrence au détriment des autres énergies.

La cour des comptes, par la voix de Philippe Seguin, a signifié ses inquiétudes sur le coût explosif des déchets et l'avenir de la filière, elle souligne, aussi, le manque de provisions pour le démantèlement des réacteurs, opération qui coûtera beaucoup plus cher que prévu. Certains scientifiques annoncent que le démantèlement coûtera aussi cher que la construction : Soit plus de 150 Milliards d'Euros. Jamais dans l'histoire, et dans le monde, une énergie n'a reçu autant de fonds publics que le nucléaire français.

E.P.R. NUCLEAIRE ET RISQUES

Les risques, liés au nucléaire, ne sont, en aucun cas, comparables à d'autres risques industriels. L'accident, toujours possible, les risques terroristes, déclencherait une catastrophe dont personne ne peut maîtriser les effets. Les conséquences de Tchernobyl doivent faire réfléchir. Le nucléaire de ce fait n'est pas assuré, car il n'est pas assurable. Il n'est pas raisonnable de prendre autant de risques lorsque d'autres choix sont possibles.

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES

Le projet E.P.R. engage l'avenir énergétique de la France, sur une période d'un siècle (dix ans de construction, soixante d'exploitation, trente ans de démantèlement). D'autres choix sont possibles.

La maîtrise de l'énergie d'une part, les énergies renouvelables d'autre part fournissent ensemble une alternative urgente et incontournable.

Le nucléaire, c'est la culture de l'offre, aboutissant à un gaspillage, c'est aussi une dépendance, à cause des importations d'uranium. Au contraire, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique procurent une indépendance. Par ailleurs elles permettent d'avoir une production décentralisée répondant mieux à la demande, avec moins de nuisances, causées par le transport de l'énergie sur le territoire.

Ce choix est le plus convenable pour l'environnement et la santé, car il n'émet ni gaz à effet de serre, ni déchets nucléaires. Mais aussi, plus convenable, d'un point social et économique, puisqu'il développe l'emploi d'une manière durable.

CONCLUSION

Si nous devons lutter contre le changement climatique, c'est pour laisser aux générations présentes et futures une terre habitable, dans les meilleures conditions possibles. Il est donc absurde de poursuivre cet objectif avec l'usage du nucléaire, qui ne remplit pas cette condition. Dans le contexte du développement durable, le nucléaire n'est nul part reconnu dans les textes. Aujourd'hui, il est nécessaire et urgent d'aller vers des sociétés basées sur des ressources renouvelables, économisant les stocks non renouvelables, d'y associer les citoyens. Beaucoup de Mayennais sont engagés dans cette démarche responsable, relayés par leurs élus locaux, départementaux, et régionaux.

C'est aussi, pour ne pas briser cet élan, que nous refusons l'E.P.R. et sa T.H.T.